

ENTRE

LIGNES



Le Plan Prawer
Expulsion des Arabes du
NEGEV

Menace de confiscation
de plus de **850,000**  dunams

Menace d'expulsion
de plus de **30,000** citoyens arabes

Menace de destruction
d'environ **40** villages

N°29 • Décembre 2013 • FS 4.- • EUR 3.- • Revue trimestrielle

Articles rédigés ou traduits par le :

Collectif Urgence Palestine - Vaud,

Case postale 5724, 1002 Lausanne, Suisse

Email : info@cupvd.ch / Internet : www.urgencepalestine.ch

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
EDITORIAL	
Oslo : un espoir, une impasse.....	2
GAZA	
Et le blocus de Gaza ?.....	4
Pendant que Gaza agonise, les complots vont bon train.....	6
COLONISATION	
L'oubli programmé.....	9
L'oubli en chantier.....	10
Autour du Plan Praver : le dernier né des plans de la Naqba continue.....	11
TEMOIGNAGES	
Interview de Christophe Koessler, Journaliste au Courrier.....	14
Un mois à Naplouse.....	17
Emprisonnement et torture d'enfants palestiniens.....	19
BOYCOTT-DESINVESTISSEMENT-SANCTIONS	
Cesser le commerce avec les entreprises agricoles israéliennes.....	21
Pétition anti drones israéliens.....	24
SOLIDARITE	
Le Tribunal Russell demande à la Cour Pénale Internationale d'enquêter sur les crimes israéliens.....	26
Ce qui est anti-israélien, c'est de laisser Israël dans l'impunité.....	28
LIVRES	
L'histoire occultée des Palestiniens.....	31
Justice pour la Palestine ! Tribunal Russel sur la Palestine.....	32
Le livre noir de l'occupation israélienne, les soldats racontent.....	33
CONFERENCE	
Yehuda Shaul ou le soldat qui brisa le silence.....	35
FILMS	
Omar.....	37
MARCHE DE NOEL	39

INTRODUCTION

Chers lecteurs et lectrices d'ELL

Le dernier ELL a paru en mars 2013.

L'équipe de rédaction, occupée à d'autres travaux, n'a pas pu rédiger un nouveau numéro avant novembre 2013

Nous nous excusons auprès des lecteurs et des lectrices.

Ce numéro est consacré en grande partie aux effets colonisateurs liés à la Nakba qui continue et détruit l'entité de la Palestine

L'édito de ce numéro rappelle que rien n'a changé, la déclaration d'Oslo n'ayant été pour les gouvernements israéliens qu'un moyen de diversion face à la détermination du peuple palestinien à obtenir justice et liberté.

Gaza se meurt, Gaza a besoin de notre aide, lisez les articles de Ramzy Baroud et de Ziad Meddouk, nos correspondants sur place.

La colonisation impitoyable touche maintenant Jérusalem, le nouveau projet prévu par les autorités israéliennes couperait en fait la Cisjordanie en deux et rendrait pratiquement impossible la création sur le terrain d'un État palestinien viable disposant d'une continuité territoriale.

Les Bédouins sont de plus en plus menacés. Notre mobilisation devrait se développer contre le Plan Praver qui passe ces temps-ci devant le Parlement israélien, et qui prévoit de détruire 20 villages non reconnus

Le Courrier a fait aussi toute une série d'articles sous la plume de Christophe Koessler, il répond à nos questions.

Une de nos membres a passé un mois à Naples, nous livrons son témoignage.

Nous proposons aussi divers éclairages sur la campagne BDS en France, ainsi que le résultat de notre aide à l'AIC, merci à nos donateurs.

Nous vous engageons à signer la pétition contre l'achat de 6 drones israéliens par le département de la défense en Suisse.

Un éclairage récent sur le bilan du Tribunal Russel nous engage à poursuivre la mobilisation devant la Cour Pénale internationale pour enquêter sur les crimes israéliens.

Une tournée a été organisée avec les membres israéliens de Breaking the silence, nous vous en donnons un éclairage

Les enfants palestiniens sont de plus en plus menacés, torturés, emprisonnés, et détenus pendant de longues périodes impunément. : il faut le faire savoir.

Enfin, nous vous conseillons la lecture de quelques livres et la vision d'un film qui passe actuellement sur nos écrans

Votre aide est nécessaire, rejoignez nos rangs et si vous le désirez notre Comité de rédaction.

Pierrette Iselin

Oslo : un espoir, une impasse

Article paru le 26 septembre 2013 dans le journal *Antcapitaliste* no.210

A l'affiche des grands médias, ce 13 septembre 1993, une photo symbolise l'espoir de tout un peuple : Yasser Arafat et Yizhak Rabin se serrent longuement la main sur le perron de la maison blanche. Le président de l'OLP a reconnu l'État israélien, renonce à la violence, accepte les résolutions de l'ONU. Le Premier ministre israélien reconnaît l'OLP comme représentant du peuple palestinien et s'engage à commencer des négociations dans un processus de paix au Moyen-Orient... Depuis décembre 1987, la révolte palestinienne s'exprime contre l'occupation sioniste. Dans tous les territoires des comités populaires organisent des grèves, des actions de désobéissance civile, des manifestations violemment réprimées par l'armée israélienne. Cette première Intifada restera dans l'histoire comme « la révolte des pierres ». Le soulèvement populaire palestinien, la férocité de la répression israélienne relancera médiatiquement la question palestinienne. Les images des jeunes militants affrontant avec de simples cailloux les chars et les soldats lourdement armés feront le tour des journaux télévisés sur l'ensemble de la planète.

Négociations secrètes: Face à la détermination populaire palestinienne, la communauté internationale ne peut rester silencieuse, et en octobre 1991 s'ouvre à Madrid une « conférence de paix au Moyen-Orient » sous le parrainage des USA et de l'Union

soviétique, conférence qui faute de moyens de pression réels sur l'occupant ne pourra aboutir à un quelconque résultat. En parallèle de la conférence de Madrid, à laquelle participent pourtant de façon non officielle des représentants de l'OLP issus des territoires de Cisjordanie, l'appareil de l'OLP installé à Tunis mène des « négociations » secrètes avec l'occupant, sous l'égide de Mahmoud Abbas. Les représentants palestiniens de l'OLP à la conférence de Madrid découvriront par les médias, l'existence des tractations conduites par une faction de l'OLP et le résultat : la déclaration d'Oslo. Les négociateurs palestiniens présents à Madrid, ainsi que deux composantes importantes de l'OLP — le Front démocratique pour la Palestine (FDLP) et le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) — ne reconnaîtront pas cette déclaration comme un compromis issu des organes de l'OLP.

Accords et plans de paix Les accords qui suivront cette déclaration d'Oslo se traduiront en avril 1994 par les accords de Paris définissant les rapports économiques entre les zones « sous contrôle » palestinien et l'État d'Israël. De fait, l'économie palestinienne est sous contrôle des Israéliens : limitation des importations, fixation du montant des taxes, etc. En 1995 les accords de Taba, nommés aussi Oslo II, fixeront les conditions du transfert de zones occupées à la nouvelle Autorité nationale palestinienne (ANP). Les

transferts de zones occupées sous l'autorité de l'ANP se feront sous l'ultime condition que la nouvelle institution palestinienne assure la sécurité de l'occupant, c'est-à-dire réprime la résistance palestinienne à l'occupation de la Palestine ! De la déclaration d'Oslo à aujourd'hui, les multiples « négociations » ou plans de « paix » qui ont suivi — camp David en 2000, le Quartet 2002, Anapolis 2007 — se sont tous heurtés à la volonté israélienne de ne pas accepter l'existence d'un État Palestinien indépendant sur une partie des terres de la Palestine historique.

Rien n'a changé La déclaration d'Oslo n'a été en fait pour les gouvernements israéliens qu'un moyen de diversion face à la détermination du peuple palestinien à obtenir justice et liberté. Vingt ans après, la colonisation de la Cisjordanie est massive, la judaïsation de Jérusalem est en voie d'achèvement, Gaza est transformée en une immense prison à ciel ouvert, plus de 5 000 Palestiniens sont dans les geôles israéliennes, dont 13 députés élus au Parlement palestinien. Malgré les accords qui ont suivi Oslo, 79 résistants palestiniens arrêtés avant 1993 sont toujours détenus par l'État colonial ! Et la résolution 194 de l'ONU de décembre 1948, définissant le droit au retour des réfugiés de 1948, acceptée par Israël lors de son adhésion à l'ONU en 1949, n'a toujours pas été appliquée...

Marc Prunier

Et le blocus de Gaza ?

Ziad Medoukh, le 12 septembre 2013

Depuis un mois, plus d'un million sept cent mille Palestiniens de Gaza sont en train de vivre une situation catastrophique à tous les niveaux : le blocus s'accroît, la fermeture des frontières et des tunnels isolent de plus en plus cette région dont les habitants supportent les longues coupures d'électricité, la pénurie des carburants, la disparition de beaucoup de produits alimentaires et des médicaments.

Tous les secteurs vitaux sont touchés par cette situation qui ne cesse de s'aggraver alors que la communauté internationale se tait et ferme les yeux devant la mort lente de beaucoup de Gazaouis et devant leur souffrance quotidienne.

Cette situation nous rappelle celle vécue en 2007 par la population civile au début du blocus israélien.

Les foyers de Gaza ont droit à seulement 6 heures d'électricité par jour à cause du manque de fioul pour la seule centrale électrique de Gaza qui fonctionne actuellement à 20% de sa capacité. Les coupures paralysent la vie dans les maisons, les hôpitaux, les usines, les écoles, les ministères et dans tous les secteurs.

Beaucoup de produits alimentaires commencent à disparaître des rayons des magasins et quand on les trouve, c'est à des prix exorbitants.

Les stations d'essence sont presque fermées, et tous les jours des centaines de voitures attendent des heures et des heures pour recevoir les dix litres de carburant auxquels les habitants ont droit. Tous les moyens de transports sont touchés.

Les organisations internationales diminuent leurs aides à la population, faute de financement international. Conséquence : le taux de pauvreté dépasse 40% de cette population !

Des dizaines d'usines ne trouvant pas les matières premières pour leur fonctionnement, ferment.

Tous les projets de construction sont arrêtés. Résultats : des milliers de chômeurs. Le taux de chômage a dépassé ce mois 75% de la population.

Depuis deux mois, aucune délégation étrangère et aucun convoi n'ont pu entrer dans cette région de plus en plus isolée et abandonnée à son sort.

Ces exemples montrent que dans cette prison à ciel ouvert, la situation est près de devenir une véritable crise humanitaire.

Face à cette situation très grave, on peut constater actuellement trois aspects positifs : Les écoles et les universités continuent de fonctionner et les élèves, les étudiants et

leurs professeurs s'y rendent souvent à pied afin de préserver l'année scolaire.

Les Gazaouis continuent leur vie et ils s'adaptent à ce contexte avec une volonté et une patience remarquables, ils résistent et persistent, ils vivent dignes sur leur terre.

Les Gazaouis espèrent un changement et une amélioration de cette situation, ils vivent avec l'espoir et seulement l'espoir.

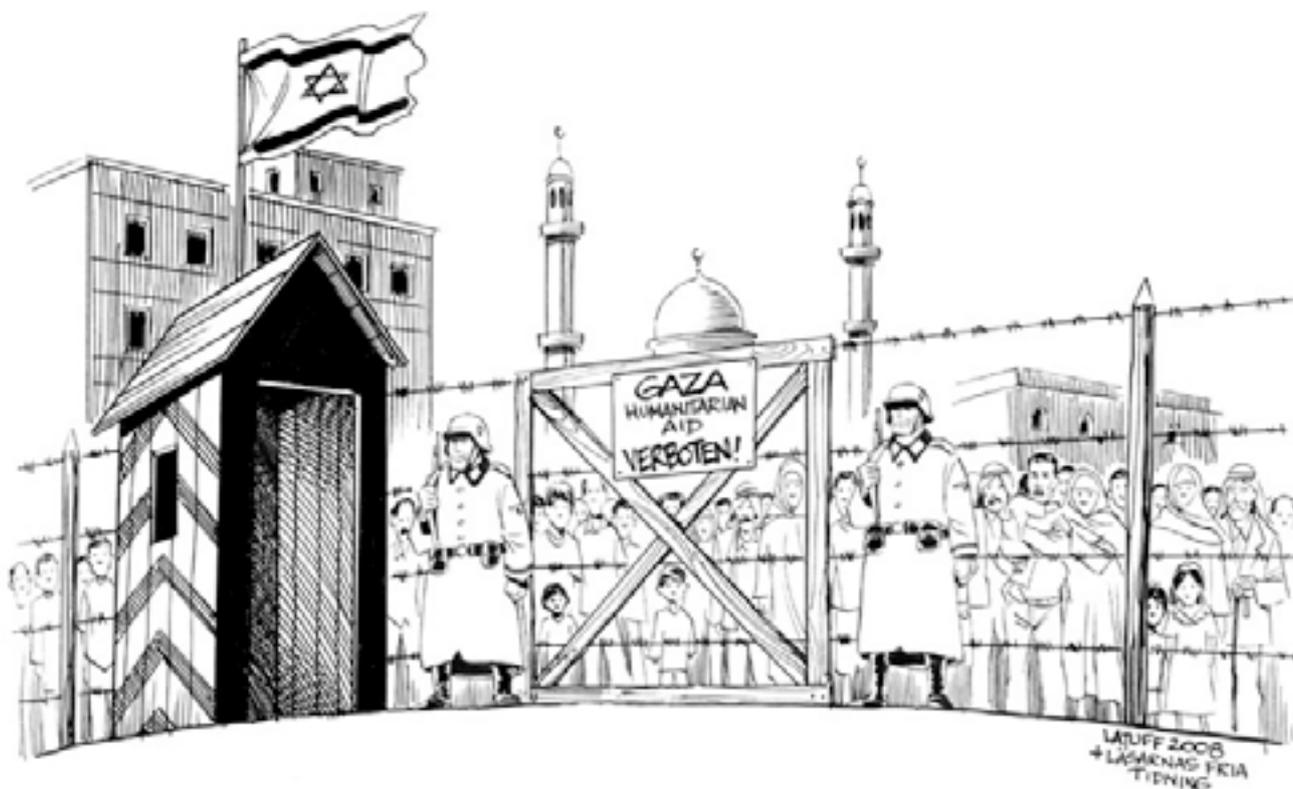
Ce blocus israélien contre la population civile qui dure depuis 7 ans, qui tue la vie, qui tue les enfants de Gaza, est une honte pour l'humanité.

Les Palestiniens de Gaza sont en train de donner un exemple de courage et de détermination à cette communauté internationale

officielle hypocrite cette communauté qui prétend défendre la loi internationale ailleurs, alors qu'elle ne bouge néanmoins pas pour dénoncer la politique israélienne de punition collective contre la population de Gaza.

Les Palestiniens de Gaza ont une seule question à poser à cette communauté, à ses différentes instances, et à ce monde dit libre qui disent défendre les droits de l'homme et assurer la paix dans le monde : et le blocus de Gaza ?

Source image: <http://latuff2.deviantart.com/art/The-Gaza-Ghetto-104666029>



Latuff

«Aide humanitaire à Gaza est interdite»

Pendant que Gaza agonise, les complots vont bon train

Ramzy Baroud, mardi 15 octobre 2013

Depuis la victoire électorale du Hamas en Janvier 2006 - et en particulier après les affrontements entre le Hamas et le Fatah et la fracture entre Gaza et la Cisjordanie à l'été 2007 - Gaza a subi une expérience humaine des plus terribles, dont le bilan est sans précédent dans l'histoire de ce territoire d'une très grande pauvreté.

Les responsables se trouvent parmi les habitués suspects, chacun avec un ensemble d'objectifs des plus clairs pour isoler et affaiblir Gaza. Les États-Unis et Israël ont travaillé sans relâche pour diviser les Palestiniens et faire échouer toutes les chances d'un gouvernement d'union, sans parler d'un projet national cohérent. Cela a aidé Israël à atteindre deux objectifs : d'abord critiquer les Palestiniens pour un manque de leadership (comme dans le fameux « nous n'avons pas de partenaire pour la paix ») et pour l'effondrement du soi-disant processus de paix, et ensuite détourner l'attention de la construction du mur d'apartheid et des colonies à travers les Territoires occupés.

L'Autorité nationale palestinienne (ANP) a pleinement joué le rôle du collaborateur de service et a fait son maximum pour affaiblir le Hamas dès que l'occasion s'en présentait. Les États-Unis se sont assurés qu'aucun accord d'union ne serait signé entre le Hamas et le Fatah - le parti qui dirige l'Autorité nationale palestinienne - et que si un tel accord

était jamais atteint, il ne sera pas honoré. Israël a attaqué la bande de Gaza à plusieurs reprises pour mettre à l'épreuve la détermination de la résistance palestinienne, voulant « donner une leçon à Gaza » et veiller à ce que l'existence du Hamas coûte cher à la population. Le Fatah de l'ex-président palestinien Mahmoud Abbas a été gâté, se voyant octroyer beaucoup « d'aide » et d'avantages. Ses officiels sont grassement payés, même lorsque le reste des Palestiniens ne sont pas payés du tout. Selon *VisualizingImpact.org*, les responsables politiques palestiniens [de l'AP] sont les seconds mieux payés au monde après le Kenya, en terme de multiple du produit intérieur brut par habitant.

Abbas, ses fonctionnaires et ses patrons des services de sécurité n'ont aucune raison d'abandonner un tel arrangement si juteux, surtout si l'autre option serait de sacrifier leurs richesses et d'embrasser un projet de libération nationale, dont le coût pourrait être bien trop élevé pour des gens aussi habitués à être dorlotés.

Isolé, dépourvu d'orientation politique claire et sans véritable choix, le Hamas a fait quelques erreurs qui se sont avérées coûteuses, surtout après les bouleversements arabes qui promettaient le changement, mais qui en réalité ont entraîné toute la région dans un terrible pari politique sur son avenir. Le Hamas est à présent encore plus isolé, sur-

tout après le coup d'État militaire de juillet contre le premier président élu de l'Égypte. Mohammad Mursi, malgré l'immense pression exercée sur lui, a été beaucoup plus respectueux des Palestiniens à Gaza que son prédécesseur Hosni Moubarak. Ce dernier avait une grosse part de responsabilité dans la triste situation de Gaza, son régime veillant avec zèle à ce que le siège de Gaza soit complet et qu'un mouvement islamique aux portes de l'Égypte n'ait aucune chance d'une quelconque viabilité politique.

Le régime de Moubarak a joué le rôle que l'on attendait de lui et il en a grandement bénéficié. Grâce à ses efforts tenaces pour contenir « les islamistes radicaux » à Gaza, Moubarak a été épargné par la croisade de façade pour la démocratie lancée par l'ancien président américain George W. Bush. Les États-Unis étaient et restent toujours totalement insensibles à de nombreuses violations des droits humains commises par l'appareil répressif égyptien, la restriction des libertés et le déni éhonté des droits fondamentaux des citoyens. Le Congrès américain semblait beaucoup plus indulgent à l'égard des violations de l'Égypte, que par rapport à celles commises par d'autres régimes - en partie grâce aux six longues années de répression exercées par l'Égypte sur Gaza. Sur les quatre passages qui relient la bande de Gaza vers le monde, Israël en verrouille trois, tandis que l'Égypte verrouille le quatrième, et dans les deux derniers mois, l'armée égyptienne a détruit tous les tunnels que les Gazaouis avaient creusés pour passer de la nourriture et d'autres fournitures de première nécessité. Certains de ces tunnels serviraient également pour le passage d'armes que les Palestiniens de Gaza utilisent dans leur guerre de résistance contre Israël. Alors que Gaza meurt lentement, les jeux continuent. Toutes les parties - Israël, les États-Unis, l'Égypte, l'Autorité palestinienne et leurs alliés régionaux - coor-

donnent leurs efforts pour garantir la disparition du Hamas et le retour de l'AP au pouvoir à Gaza.

Dans un article intitulé « Gaza : *Écrasé entre Israël et l'Égypte* », Jonathan Cook, parle d'un « jeu cynique » en plein essor. Ce jeu prévoit que l'armée égyptienne détruise tous les tunnels et ferme le passage de Rafah, en échange de quoi Israël tolérera que « des troupes égyptiennes, ainsi que des chars et des hélicoptères entrent dans le Sinaï en violation du traité de paix de 1979 », afin que Gaza soit totalement dépendante du « bon vouloir » d'Israël une fois de plus. Tout cela avec l'objectif de « renforcer l'image d'Abbas » et de présenter l'AP comme une option raisonnable par opposition au Hamas.

Pendant ce temps, au nom de la « sécurité nationale », l'Égypte paraît en plein planification de quelque chose de sinistre. En dehors de couper Gaza du monde, sa marine attaque et emprisonne les pêcheurs de Gaza et ses généraux accusent constamment Gaza de jouer un rôle dans les troubles dans le Sinaï. Un des plus éminents chefs militaires égyptiens, le général Ahmad Wasfi, a averti « les djihadistes » dans la bande de Gaza par l'intermédiaire du journal du Koweït Al Rai, en disant qu'il allait « couper la tête de quiconque voudrait menacer la sécurité de l'Égypte ». Et cela peu de temps après que le ministre égyptien des Affaires étrangères, Nabil Fahmy, ait menacé de guerre la bande de Gaza. Plus récemment, le quotidien israélien Jerusalem Post a cité une source égyptienne supérieure déclarant à l'agence Ma'an news basée en Cisjordanie, que « l'armée égyptienne a planifié des attaques militaires contre des cibles précises dans la bande de Gaza au cas où se détériore la situation sécuritaire dans le nord de la péninsule du Sinaï ». Selon la source en question, « les avions de reconnaissance égyptiens ont photographié

les cibles potentielles ».

Le temps est venu de présenter la facture, selon le point de vue des comploteurs. Israël n'a pas réussi, même à travers des guerres très violentes contre Gaza, à éradiquer le Hamas ou à vaincre les groupes de la résistance palestinienne dans le territoire. Les politiques de la carotte et du bâton des États-Unis ont également échoué, comme la plupart des politiques américaines au Moyen-Orient depuis l'invasion de l'Irak, voir même avant. Quant à Abbas, sa crédibilité n'a jamais été aussi inexistante et la seule raison pour laquelle il reste en place, c'est qu'Israël y voit des avantages. Mais depuis le renversement du gouvernement conduit par les Frères musulmans en Égypte, des initiatives [contre Gaza] sont à nouveau lancées, avec sérieux et en impliquant cette fois-ci toutes les parties.

Pendant des mois, il a été de plus en plus question d'un nouveau mouvement « populaire » à Gaza pour renverser le Hamas. L'initiative est calquée sur les manifestations du 29 juin en Égypte qui ont favorisé le coup d'État militaire du général Abdul Fatah Al Sissi. Le Hamas affirme que plusieurs cellules affiliées aux services du renseignement égyptien ont été démantelées dans la bande de Gaza. Des manifestations sont prévues pour le mois prochain. « Le rival politique du Hamas, le Fatah ... est à l'origine du nouveau mouvement de protestation », écrit Cook.

De fait, le Hamas est maintenant dans une situation des plus fragiles, créant ainsi une opportunité pour ses nombreux ennemis pour tenter un coup de force. Mais il n'est pas seulement question du Hamas. Le but ultime est de soumettre la bande de Gaza qui est au cœur de la résistance palestinienne, et d'en faire une extension dans le style occidental de Ramallah, sous la poigne d'Abbas et de ses sbires grassement payés. Si cet objectif est atteint, il se fera à un prix très élevé, que

paiera non seulement la bande de Gaza, mais tous les Palestiniens.

** Ramzy Baroud (<http://www.ramzybaroud.net>) est un journaliste international et le directeur du site PalestineChronicle.com. Son dernier livre, Résistant en Palestine - Une histoire vraie de Gaza (version française), peut être commandé à Demi-Lune. Son livre, La deuxième Intifada (version française) est disponible sur Fnac.com*



VENDREDI 6 DECEMBRE 20H

BUFFET DE LA GARE, LAUSANNE

- COLLECTIF URGENCE PALESTINE VAUD -

L'oubli programmé

Depuis plus de 60 ans, les Palestiniens sont des exilés, absents physiquement de leurs terres, leur Terre. L'occupation tente de faire de ce peuple, quel que soit son statut d'occupé ou d'exilé, un souvenir pour le reste de l'humanité, en gageant qu'après avoir brouillé notre mémoire en y installant la confusion, voire la lassitude, ce souvenir tombera dans l'oubli et permettra à la force occupante d'effacer la mémoire de la réalité palestinienne. Le grand rêve du Sionisme était de faire en sorte « qu'ils ne puissent jamais revenir » (Yosef Weitz) et tout a été mis en place pour cela, la Nakba et sa cohorte de « déportés », les confiscations, les brimades, les arrestations, le mur, la colonisation rampante et galopante, et même Oslo. En rendant quasi impossible toute forme de réel développement économique, en « bantoustisant » le territoire palestinien, Israël tente de faire de la Palestine une terre de l'impossible où plus aucune identité ne puisse se développer et permettre l'émergence d'un État viable. Les sionistes ont toujours tracé une carte de la Palestine vide de Palestiniens : déjà l'absence était programmée et après les expulsions et l'exil de plus de 600000 Palestiniens les Israéliens ont su maîtriser l'art de l'oubli en détruisant des villages entiers et en effaçant leurs noms de la carte ou en les remplaçant par des noms hébreux. Ainsi l'identité palestinienne était étouffée derrière le slogan sioniste « la terre sans peuple pour un peuple sans terre ». L'oubli était programmé.

Les Palestiniens sont un peuple qui résiste. Israël existe mais les Palestiniens n'ont jamais cessé d'exister. Des signes existent pour la visibilité et la réémergence d'une Palestine même si ces signes semblent chaotiques et nous paraissent parfois bien ténus. L'usure du combat est sans doute ce qui sous-tend la politique israélienne. L'importance de notre engagement, si mince nous semble-t-il, aux côtés des Palestiniens prend de plus en plus d'importance au fur et à mesure qu'Israël semble gagner du terrain. Chaque petite bataille gagnée est un encouragement à se battre contre l'oubli qui menace de recouvrir l'existence même du peuple palestinien.

Marie-Ange Christophel

L'oubli en chantier

Le gouvernement israélien a annoncé son intention de mettre en chantier un nouveau quartier sur un site ultrasensible surnommé «E1», d'une superficie de 12 km², qui doit permettre de joindre Maale Adoumim, une des plus importantes colonies de Cisjordanie à Jérusalem.



Un tel projet couperait en fait la Cisjordanie en deux et rendrait pratiquement impossible la création sur le terrain d'un État palestinien viable disposant d'une continuité territoriale. Pour relier les deux parties de cette région, il faudrait construire une route de contournement qui reviendrait très cher et mettrait des années à voir le jour.

Rédaction ELL

Autour du Plan Praver : le dernier né des plans de la Naqba continue

Michèle Sibony

Rendez-vous dans le Naqab
(Néguev en hébreu) :

C'est Majd jeune militant de Haïfa qui m'a recommandé de contacter Thabet Abu Rass, le directeur du bureau de Adalah -Naqab, après une conversation sur le Néguev, le plan Praver, et les actions menées dans le nord. Il s'agit de montrer une solidarité active afin de ne pas laisser la fragmentation jouer son rôle. Comme on a sorti les habitants de Gaza du collectif palestinien, (sans parler des réfugiés) puis ceux de Jérusalem, et fragmentation spatiale aidant, qui fabrique des statuts et des situations différentes d'oppression, on finit par fragmenter les populations. Et les Palestiniens du Naqab parce qu'ils sont aussi Bédouins , ce qui n'est pas une nationalité mais au mieux un mode de vie et encore.. ils sont sédentaires depuis des siècles, donneraient envie au Régime de les dissocier eux aussi. D'autant que c'était fait depuis le début de l'État avec les Bédouins et les Druzes seuls autorisés à remplir les obligations militaires.

D'où l'organisation dans le nord et au centre du pays de fortes manifestations de soutien et d'affirmation que ce qui se passe aujourd'hui au sud du pays est une suite pure et simple de ce qui s'était passé au nord en Galilée pendant ce que le Régime avait appelé « yehud ha Galil » Judaïsation de la Galilée dans les années 70. Des descentes de militants sont aussi organisées régulièrement pour mani-

fester et aider sur place.

Ce matin là nous devons arriver, Alessandra, militante syndicaliste italienne et moi même, très tôt à Beer Sheba pour rencontrer Thabet Abu Rass. « ... ». Thabet nous reçoit dans le bureau de Adalah-Naqab, installé à Beer Shaba depuis 10 ans en raison de la situation du Sud. Il est géographe et enseigne à l'université de Beer Sheba. Il a la réputation d'un homme de lien. Celui qui est parvenu à garder ensemble des inconciliables, les partis, les associations, les ONG , et les Bédouins aux structures traditionnelles.

La population bédouine est la plus pauvre d'Israël nous indique-t-il d'emblée. Mais cette phrase ne prendra sens que lors des visites de villages que nous effectuerons au cours de cette journée. Il y a des degrés dans la pauvreté. Ici on parle de vie dans des cabanes de tôle ondulée posées sur les cailloux de zones désertiques, sans eau courante, ni électricité... En plus du problème socio-économique ajoute Thabet, se pose aujourd'hui celui de la terre. Pour cette population traditionnelle, prendre la terre c'est leur prendre la vie.

En 1948 on comptait 90 000 Bédouins dans le Naqab, après les expulsions et regroupements de la Nakba il n'en restait que 10 000. Ils sont aujourd'hui 210 000 et représentent un tiers de la population totale du Naqab.

(Avec les 60 000 bédouins qui vivent au nord d'Israël la population bédouine totale est de 270 000) .

Le Naqab constitue géographiquement la moitié de la Palestine historique et 60 % de l'espace total d'Israël ; il est peuplé de 8 % de la population israélienne sur ces 60 % de territoire. Sur l'ensemble du territoire israélien 93,5 % des terres ont le statut de terre d'État, c'est à dire non achetables mais louées avec des baux de très longue durée. Concernant le Néguev il s'agit de 95 % des terres. Les 5 % restant constituent les terres revendiquées par les Bédouins.

Après 48 les bédouins ont été regroupés de force dans une zone appelée « Siyaj », qui signifie clôture ou barrière en arabe, et placés sous gouvernorat militaire.

Trois éléments caractérisent la politique israélienne envers les Bédouins :

1. concentration forcée de la population,
2. urbanisation forcée (7 villes de regroupement, villes dortoirs et sans emplois, ont été conçues à cet effet la plus connue : Rahat) aujourd'hui la moitié des Bédouins vivent dans ces villes . Ces deux éléments permettent de rassembler un maximum de Bédouins sur un minimum d'espace.
3. En finir avec les revendications bédouines sur les terres (5% de l'espace total du Naqab)

En fait les Bédouins disposent de titres de propriété sur leurs terres, de l'époque mandataire. L'État ne reconnaît pas la validité de ces titres, pourtant s'agissant de transactions similaires impliquant des citoyens juifs, il a accepté des titres identiques.

Dans ce but , le Plan Praver qui passe en ce moment même en 2e lecture au parlement israélien, va confisquer un demi millions de

dounams (1000m², 0,1ha) et détruire vingt villages dits « non reconnus ». Al Sira que nous visiterons tout à l'heure, à 20mn de route, est l'un de ces villages. Ici l'État prétend qu'il a besoin de ces terres du Néguev pour y implanter des bases militaires. Là ce sont des espaces verts forestiers prévus par le Fonds National pour Israël KKL. Mais nous savons bien qu'en même temps cela fait des années que l'État propose terres et subventions à de jeunes couples israéliens-juifs, ou des groupes désirant créer des villages-juifs, et même des fermes. Le programme est la judaïsation du Néguev.

Les deux cents revendications de terres déposées devant les tribunaux ont toutes été rejetées. Le droit d'usage est reconnu sur ces terres mais pas le droit de propriété. Pourtant rappelle Thabet, les Bédouins ne sont pas nomades, ils ont toujours déplacé leurs troupeaux dans un rayon limité à partir et autour de leurs villages. Ils sont aussi cultivateurs. Des exemples : une photo de la vallée de Hébron datée de 1945 montre un large espace totalement découpé de parcelles cultivées. Si l'on parle du fameux village résistant Al Arakib plus de 50 fois détruit par l'armée ces dernières années et immédiatement reconstruit par ses habitants, une autre photo du 2 octobre 1949 montre le village qui existait déjà , et une autre encore montre des cartes d'électeurs distribuées aux habitants d'Al Arakib lors des premières élections organisées par le nouvel État en 1949 .

Depuis 2008 on compte 1000 maisons détruites par an. Certes la bataille des villages non reconnus, 143 au début des années 2000 se répartissant sur la Galilée et le Néguev a été largement gagnée dans le Nord où seul Dar Hanoun est demeuré exclu, mais elle s'est jouée de façon très aléatoire dans le Néguev. Et Thabet précise : les villages qui ont été reconnus, n'ont pour autant pas vu d'infras-

structures arriver, ni eau ni électricité, même dans l'école obtenue après un long combat, les accès aux villages restent à créer. Le prix de l'eau pour les Bédouins lorsqu'ils sont autorisés à se raccorder à leurs frais) reste le plus élevé d'Israël : 10 shekels le litre (un euro= 4.80 shekels) .

Dans le même temps, ce sont dix nouvelles implantations juives qui se réalisent : exemple : à côté du village non reconnu de Um el Hiram prévu à la destruction, projet de forêt de Hiram du KKL oblige, est prévue la construction d'un village juif du nom de Hiram. Adalah a porté l'affaire devant la haute cour de justice, en demandant que le village bédouin soit maintenu à côté du futur village juif. La réponse est tombée, négative, avec comme argument que Um el Hiram ferait baisser la cote immobilière de Hiram... Or les Bédouins de Um el Hiram avaient déjà été déplacés dans les années 50 d'Ouest en Est afin de venir protéger la ligne verte proche.



Le Plan Praver dans ses détails : Il organise la transformation de 50 % des 5 % de terres bédouines du Néguev en terres d'État. Les 50% restants sont seuls sujets à compensations par échange de terres mais sur d'autres terres bédouines. Et chez les Bédouins cela ne se fait pas ; jusqu'à présent la tradition tribale sépare les Humran des Sumran (Humran : « teints rouges » désigne les Bédouins expulsés de 48 , et acceptés faute de choix sur

des propriétés d'autres Bédouins non expulsés : les Sumran (les basanés) . Les Humran (considérés comme des paysans sans terre) voisinent avec les Sumran , propriétaires fonciers, mais ne se mélangent pas, et ne se marient pas. Sont exclues de ces compensations échanges, les terres d'élevage, et les terres inclinées de plus de 13°. Le système ne concernerait donc en fait que 20 % des terres.

Enfin, les Bédouins ne seront plus autorisés à vivre dans la partie du Néguev située à l'Ouest de la route 40 et jusqu'à la Bande de Gaza. Sur toute cette partie pas de compensation en terre, mais financière seulement, et dans les conditions précitées.

Le Tama 35, schéma directeur de la zone, prévoit qu'il faut 30 ou 40 familles pour créer un nouveau village, cela fait environ 200 personnes, mais ces communautés établissent des critères d'entrée destinés à exclure toute candidature bédouine : par exemple les critères de densité et de visibilité économique. Ni familles nombreuses, ni économiquement faibles CQFD.

Pour conclure Thabet Abu Rass interroge : *Expliquez moi selon quel principe un juif peut venir habiter où il veut dans le Néguev, et dans le mode d'habitat de son choix, ville, village,*

ferme individuelle, moshav (ferme en partie collectivisée) kibboutz, et seuls les Bédouins seraient contraints de vivre dans certaines zones seulement et en ville seulement ?

« ... »

Tiré de : UJFP, 3 octobre 2013

TEMOIGNAGES

Interview de Christophe Koessler, Journaliste au Courrier

Christophe, vous avez écrit plusieurs articles dans le Courrier sur l'actualité en Palestine

Les plus récents datent du samedi 5 octobre 2013 « *A Gaza, l'eau douce se transforme peu à peu en cloaque salé* » et du 10 septembre 2013 : « *Les bédouins face à la colonisation.* »

Qu'est ce qui vous a amené à faire ces reportages ? *

Je m'intéresse à la Palestine depuis longtemps, mais je n'ai jamais eu l'opportunité d'y aller. Lorsque l'association « En Quête d'ailleurs », qui finance avec l'aide de la Confédération, des enquêtes à l'étranger, a lancé son édition cette année, j'ai tout de suite proposé cette destination. Le thème imposé était « l'humanitaire ». De fil en aiguille, j'ai décidé de me pencher sur la situation de l'eau à Gaza, qui d'une part pourrait dégénérer en catastrophe humanitaire si rien n'est fait rapidement, et qui d'autre part fait l'objet d'interventions d'organisations telles que le CICR et l'Unicef. J'ai ensuite prolongé mon séjour sur place afin d'aller en Cisjordanie et de traiter d'autres sujets. Puis j'ai eu beaucoup de chance, les Palestiniens que j'ai rencontrés, et une ONG israélienne, m'ont beaucoup aidé, orienté et conseillé.

Pouvez-vous nous parler des différents thèmes que vous avez pu aborder ? Comme



Christophe Koessler

témoin ou comme journaliste ?

A Gaza, j'ai eu l'occasion de rendre visite à des paysans et à des pêcheurs. Les premiers, ceux qui vivent dans la zone frontière « tampon » avec Israël, sont de facto empêchés de travailler dans une zone allant jusqu'à 1,5 kilomètres de la frontière, alors que l'interdiction de cultiver faite par Israël n'est valable que sur les 300 premiers mètres. Mais les soldats tirent à vue bien au-delà. Etant donné que la majeure partie des terres agricoles se trouvent près de la frontière, cela signifie que 35% des champs gazaouites sont désormais incultivables selon des ONG sérieuses; alors que les échanges avec l'extérieur sont drastiquement réduits par l'embargo imposé par Israël. L'insécurité alimentaire affecte de ce fait jusqu'à 60% de la population. La situation des pêcheurs est similaire: ils se font tirer dessus et parfois confisquer leurs bateaux alors qu'ils se trouvent dans les eaux autorisées par Israël.

Je suis ensuite parti au sud de Jérusalem où

les quelques 3000 bédouins qui habitent entre cette ville et Jéricho sont menacés d'être déplacés par Israël, alors même qu'ils se trouvent en territoire palestinien. Ils avaient déjà été chassés du Sinaï en 1951. Ils vivent dans des conditions infra-humaines, sans accès aux services publics de base.

Ensuite, j'ai assisté à la manifestation pacifique contre le mur des habitants de Bil'in, un village proche de Ramallah. Dès l'arrivée des marcheurs au pied du mur, les soldats israéliens tirent des grenades lacrymogènes et assourdissantes, alors qu'il n'existe de fait aucun danger pour l'armée. Deux habitants du village l'ont payé de leur vie. Enfin, j'ai visité Hébron où j'ai rencontré par hasard des commerçants victimes de colons. Ces derniers occupent le centre ville marchand de la ville depuis les années 1970 et qui se montrent particulièrement agressifs envers la population locale - ils vont jusqu'à jeter de l'acide sur les passants - dans l'impunité totale. Le plus préoccupant, c'est que ni l'armée israélienne, ni la Justice de ce pays n'ont jamais entrepris quoi que ce soit pour les freiner ou les condamner.

Quelles ont été pour vous les rencontres les plus importantes ?

J'en me contenterai d'en mentionner deux. Premièrement, Eid **Abu Khamis**, un bédouin de la tribu Jahalin, rencontré dans son village de Khan Al Ahmar au sud de Jérusalem. L'homme a été chassé par l'armée israélienne en 1981 de la colline où il vivait, avec septante autres familles. Il a fini par devoir travailler en tant que maçon et jardinier pour les colons qui lui ont pris son lieu de vie. Aujourd'hui, l'armée et les colons veulent l'expulser, lui et les siens, de l'endroit en contrebas où il s'était réfugié dans les années 1980. Ce qui m'a frappé, c'est l'absence de haine dans les propos de cet homme. Très honnêtement je me suis demandé moi-même si je pourrais rester

non violent si j'étais soumis à tant d'humiliation, ainsi qu'à la mort ou à l'arrestation de mes enfants, comme le vivent ces personnes.. Et j'ai trouvé cette même force tranquille chez les Palestiniens que j'ai rencontrés. Pas de haine. Au contraire, ils cherchent une solution avec les Israéliens qui veulent bien les écouter. C'est frappant parce que nous sommes confrontés en Occident à un discours dominant dans les médias qui présente les Palestiniens et les Israéliens comme des peuples qui ne peuvent pas s'entendre. Or, la réalité est toute autre. Le conflit est d'ordre politique et avant tout territorial. Il existe un Etat colon qui ne laisse pas les Palestiniens vivre. La grande majorité des élus israéliens veulent que leur pays s'étende sur tout le territoire de la Palestine, avec le moins de Palestiniens possibles à l'intérieur. Leur but est l'extension du territoire d'un Etat à composition ethnique majoritaire juive. Une anecdote m'a paru révélatrice à ce sujet: lorsque le Ministère israélien de l'intérieur distribue une carte géographique d'Israël aux touristes ou visiteurs, cette carte contient l'ensemble de la Palestine historique. Et les villes palestiniennes y sont rebaptisées en hébreu!

L'autre rencontre: c'est avec cette jeune israélienne, **Tali Shapiro**, qui se déplace chaque semaine de Tel-Aviv à Bil'in pour participer à la manifestation contre le mur de séparation. Avant d'avoir elle-même été informée sur le sort des Palestiniens, elle avait fait son service militaire obligatoire comme tout le monde. Or, des années plus tard, elle a compris qu'elle avait sans le savoir, en tant que secrétaire d'une troupe de soldats, fait l'inventaire sur le papier, d'une balle de fusil qui avait servi à tuer une petite fille de cinq ans. Depuis, elle ne manque pas une manifestation contre le mur car elle sait que si les militants israéliens n'y sont pas présents, les soldats tirent à balles réelles sur les Palestiniens. Par son acte de solidarité elle sauve aujourd'hui des vies.

Pourquoi la situation se péjore-t-elle ? Est-ce dû uniquement à l'occupation ?

L'Etat d'Israël a depuis très longtemps carte blanche de la part des Etats-Unis et des pays européens. Alors que l'Etat hébreu pratique une politique systématique de colonisation, de nettoyage ethnique et de sabotage de la vie quotidienne des Palestiniens (dans le but qu'ils partent, même si on ne sait pas trop où), il n'est soumis qu'à de maigres protestations de la part des Etats occidentaux. Israël est à des milliers d'années lumière aujourd'hui d'accepter un Etat palestinien, encore moins d'envisager une seule seconde un état binationnel. Le problème est que la politique de la force et de l'établissement du fait accompli a réussi à Israël depuis si longtemps. Pourquoi cet Etat changerait-il sa politique? De l'autre

Tout cela pourrait changer. Mon espoir est de voir l'émergence d'un puissant mouvement pacifique en Palestine, qui a déjà des adeptes dans plusieurs régions - Bil'in en montre l'exemple. Un mouvement qui irait de pair avec la campagne actuelle de Boycott, désinvestissement et sanctions en Europe et en Amérique. Seule une telle éventualité permettrait de transformer l'opinion publique en Occident et en Israël et donc au final de modifier les politiques israéliennes. Il y a encore du chemin. Mais on n'est toujours surpris lorsque les révolutions surviennent.

**Les questions sont posées par la Rédaction de
ELL*

*Tout les articles sont consultables sur le site web du
Courrier : www.lecourrier.ch*



Photos de Christophe Koessler

Ci-contre : manif de Bi'lin

Ci-dessous : check point de Qalandia

côté, les Palestiniens n'ont pas encore développé un mouvement de résistance non violente de grande ampleur. La violence criminelle des roquettes et des attentats suicides de la part de groupuscules palestiniens n'a que permis à Israël de renforcer sa politique répressive et a donné le sentiment à une grande partie de l'opinion publique occidentale que les Palestiniens ne veulent pas la paix.



Un mois à Naplouse

Pascaline Fahy

Je suis arrivée à Naplouse le 1er octobre. Mon 4ème séjour en Palestine a été précédé par plusieurs jours d'appréhension et de questionnement autour de la première difficulté que rencontre chaque voyageur à destination des Territoires Occupés Palestiniens: "Vais-je passer la frontière?". Le parcours commence à l'aéroport de Genève, où un simple guichet d'enregistrement peut se transformer en checkpoint, et se termine à Ben Gourion, où l'attribution des visas semble être une vraie loterie, et une farce ridicule.

Je suis accueillie à Project HOPE (Humanitarian opportunities for peace and education), où je vais prendre un cours d'arabe durant un mois. Cette association palestinienne est active depuis une dizaine d'années, et organise des cours de français et d'anglais. Elle travaille avec des bénévoles internationaux et palestiniens, pour construire la paix et renforcer l'espoir au travers de l'apprentissage, de la rencontre et de l'échange.

Naplouse est une des principales villes de Palestine. Située au nord de la Cisjordanie, comptant environ 130000 habitants, elle est entourée de toutes parts de colonies juives. Elle abrite plusieurs camps de réfugiés, dont celui de Balata, le plus grand de Cisjordanie, où près de 30'000 personnes s'entassent.

La ville regorge de richesses historiques et culturelles. Les ruelles de la vieille ville sont animées par le marché, et dévoilent de magnifiques bâtiments; les boutiques de Kna-

feh, dessert typique de la cité, et les savonneries sont des passages immanquables. Les cicatrices de la 2ème Intifada se montrent ici et là, et la violence de l'occupation se rappelle à notre esprit quand le regard se pose sur une affiche où un jeune martyr est représenté, armes à la main.

La vie peut presque paraître paisible par moments. Les nombreux checkpoints qui entouraient la ville sont très souvent délaissés, et les soldats sont quasi absents du paysage... du moins la journée. C'est au milieu de la nuit qu'ils viennent régulièrement patrouiller, signalant leur présence par des bombes sonores ou autres engins explosifs. La nuit, on ne peut qu'imaginer ce qu'ils font, où ils vont. On ne les voit pas, on suit leur progression dans l'intensité du bruit qui dérange le sommeil de la ville. Au matin, on apprend qu'ils ont arrêté quelques activistes palestiniens, ou bouclent la ville. Les Territoires Occupés sont un terrain d'entraînement à grande échelle, dont l'armée israélienne profite à fond.

Le mois d'octobre correspond à la récolte des olives, un moment crucial dans l'année. Quelque 100'000 familles palestiniennes dépendent de ce revenu, souvent compromis par les attaques des colons, les interdictions de récolter issues de l'armée israélienne et l'accès difficile voire impossible à certaines oliveraies, proches des colonies, ou du mauvais côté du mur.

Un jumelage pour Kusra

Moi-même et cinq jeunes femmes de France, Belgique et Angleterre avons participé quelques jours à la récolte des olives dans le village de Kusra, à quelques kilomètres de Naplouse. De nombreuses terres sont difficiles d'accès, et les paysans doivent obtenir un permis de l'armée pour récolter leurs olives. Les permis leur sont concédés à des dates aberrantes, quand l'entier de la récolte risque d'être perdu; des bureaucrates palestiniens "négociant" l'accès aux terres avec l'administration israélienne, ne jugeant pas important de demander leur avis aux paysans palestiniens... Les attaques de colons sont fréquentes, et la colonie, habitée par 22 juifs venus des USA est réputée pour sa violence. Nous venons à Kusra pour la première fois un vendredi, premier jour de la récolte pour le village. Nous sommes accueillies par le maire du village, un homme extrêmement engagé pour sa communauté et d'une gentillesse sans limite. Il nous explique que le village s'est organisé de manière communautaire pour gérer les attaques de colons durant la saison des olives. Les terres sont divisées en sections, qui sont réparties à l'ensemble des villageois, leur permettant ainsi de rester groupés et de réagir en cas d'attaque. Les terres où personne ne récolte sont surveillées par des gardiens. Alors que le maire nous donne ces informations sur le village, quelqu'un l'appelle pour lui signaler la présence de 3 colons à vélo. Nous montons dans la voiture pour rejoindre l'endroit où ils ont été aperçus et s'assurer que tout se passe bien. Les colons sont en VTT, et pourraient passer pour des touristes, mais l'arme qu'ils portent en bandoulière les identifie sans aucun doute. Le maire engage la conversation, mais ils ne répondent pas, et partent en nous lançant un "Have a good day".

Les villages palestiniens sont les victimes principales de l'occupation. L'objectif derrière le harcèlement de l'armée et les attaques

de colons est clair: pousser les gens à quitter les zones rurales pour aller s'entasser dans les villes, en zone A, où la vie peut sembler moins difficile. Les ghettos palestiniens seraient alors terminés, laissant la place à la création d'Eretz Israel.

Le maire du village est content de nous montrer que les habitants construisent de nouvelles maisons: ils ne partent pas. Les paysans ont même construit des sortes de cabanes à outils en béton sur leurs parcelles proches des colonies, pour tenter d'empêcher leur expansion, et prouver qu'ils travaillent leurs terres. Certains ont le courage de bâtir des habitations dans ces zones, se retrouvant à moins de 150 mètres des colonies...

C'est la première fois que des internationaux viennent à Kusra pour la récolte. Nous aidons plusieurs familles différentes chaque jour, afin de montrer aux villageois que les étrangers ne sont pas forcément des colons menaçants, et afin de les familiariser avec la notion de travail bénévole, qui les laisse souvent perplexes. L'initiative a été lancée par deux des françaises, membres d'un groupe dans le Nord de la France. Le village cherche du soutien international, non seulement pour les olives, mais également pour d'autres projets, et rêve de jumelage. La situation très politique des villages palestiniens assiégés par les colonies fait qu'il est difficile de trouver des municipalités prêtes à prendre une position en leur faveur. Mais le projet nous tente. L'idée est de se concentrer sur des projets pour les enfants dans un premier temps, et de renouveler la présence d'internationaux à la prochaine récolte, tout en travaillant en réseau avec des groupes en Belgique et en France, pour échanger des idées, récolter des fonds etc...

Si vous êtes intéressés à vous rendre à Kusra pour créer et entretenir des liens avec ce village, ou si vous voulez participer d'une autre manière à un échange Suisse-Kusra n'hésitez pas à me contacter: pascaline_fahy@yahoo.fr

Emprisonnement et torture d'enfants palestiniens

Par Ziad Abbas

Malgré le fait que je vis loin de la Palestine depuis bien des années et que je suis dans la quarantaine, j'ai encore des cauchemars sur les incursions de l'armée israélienne dans ma maison quand j'étais enfant et quand pour la première fois j'ai été torturé. Ceci est la réalité que la plupart des anciens prisonniers palestiniens doivent supporter pour le reste de leur vie.

Dans mon enfance des amis de mon âge qui avaient été arrêtés avant moi me disaient qu'ils «*voyaient les étoiles à midi* ». C'était notre phrase. On ne peut pas voir les étoiles à midi quand le soleil brille. Cependant, quand les enfants sont torturés, particulièrement quand ils sont frappés à la tête, ils voient des éclairs, même s'ils ont les yeux bandés. Nous appelions ce phénomène «*voir des étoiles à midi* ».

J'avais 14 ans lorsque j'ai été arrêté pour la première fois, avec plusieurs autres adolescents. Nous avons été menottés, les mains derrière le dos et les yeux bandés. Les soldats nous frappaient. J'ai entendu des cris et je criais aussi. Je suis tombé et quelqu'un m'a ramassé et m'a remis debout. Tout à coup j'ai reçu une gifle si forte que j'ai eu le vertige et ai vu l'éclair. Je suis tombé sur mon épaule. C'était très douloureux puis j'ai perdu connaissance. A mon réveil, malgré le fait que les violences continuaient, j'ai crié à mes amis «*j'ai vu les étoiles, j'ai vu les étoiles !* » Plus tard, c'est devenu une blague entre nous : «*il a vu les étoiles, il a vu les*

étoiles. » Je ne réalisais pas que ces étoiles reviendraient et me poursuivraient toute ma vie.

Selon les rapports de «*Defence for Children International-Palestine* » (Défense des Enfants internationale-Palestine) entre 500 et 700 enfants sont arrêtés chaque année par l'armée d'occupation. Ces enfants doivent faire face à un système conçu pour les casser moralement et les abaisser. L'objectif est aussi bien physique que mental. L'effet est planifié dès les premiers instants de leur arrestation. Typiquement, les enfants se réveillent au milieu de la nuit entendant des soldats hurlant et frappant violemment sur les portes de leur maison. Ils les sortent de leur maison et l'enfant se retrouve seul au milieu d'un important groupe de soldats. Selon les dires de Mohammed, un adolescent de 15 ans vivant à Silwan, un quartier de Jérusalem-Est : «*c'était très douloureux. J'ai été menotté les mains derrière le dos et les yeux bandés. Les soldats m'ont frappé sur tout le corps. J'avais mal partout. J'ai été jeté sur le plancher de la jeep et les soldats me donnaient des coups de pied partout. Je sentais que je saignais mais je ne savais pas d'où.* »

Quand ils arrivent à la prison, les enfants sont interrogés, en général par des interrogateurs professionnels et parfois par des gardes au hasard. Leur jeune âge ne les protège pas non plus des tortures psychologiques. Il arrive que les enfants soient jetés dans des cellules d'isolation pendant des jours et même

des semaines ; ils peuvent être menottés et enfermés dans de petites salles ou attachés par les mains et les jambes à des chaises et laissés ainsi pendant des heures, les obligeant donc à faire leurs besoins sur eux-mêmes.

Des rapports internationaux des Droits de l'Homme, dont des rapports des Nations Unies, qui sont documentés par des milliers de photographies et des heures de montage vidéo, démontrent l'inquiétude de ces instances quant à cette situation. Cependant, rien n'entrave les Israéliens qui continuent d'arrêter, de torturer et d'incarcérer des enfants palestiniens. Dans les quartiers « chauds » de Silwan à Jérusalem-Est, dans la ville de Hébron et les camps de réfugiés près des « checkpoints » ou les colonies israéliennes, les colons en rajoutent en harcelant, déshumanisant et même en tirant sur les enfants palestiniens.

Les Israéliens se réfèrent à des lois qui ciblent uniquement les enfants afin de légitimer leurs actions. Les adolescents sont présentés devant la justice militaire qui les condamne souvent à des peines de prison, parfois même pour des années.

Les personnes qui ont subi des tortures dans les prisons israéliennes continuent d'en ressentir les effets même après avoir été libérés. Particulièrement pour les enfants, la douleur et les souffrances de l'emprisonnement ne se cessent pas à leur sortie de prison. Elles pourraient continuer à les hanter pendant le reste de leur vie. Une mère en a décrit les effets sur son enfant :

« Le sommeil de mon fils est très perturbé la nuit. C'était un grand et fort garçon. Maintenant, il a très peur et quelquefois il se réveille en hurlant suite à des cauchemars dus aux tortures qu'il a subies. Les geôliers ne se contentent pas seulement de torturer nos enfants, mais ils détruisent leur moral et les traumatisent à vie. Mon enfant a complètement changé. »

Selon le directeur exécutif et clinicien psy-

chologue du Centre de Réhabilitation pour le traitement des victimes de tortures, ces enfants ont souvent des difficultés lorsqu'ils retournent à l'école. Les cauchemars peuvent souvent occasionner des pertes de concentration et des difficultés à planifier leur travail. Il a aussi expliqué :

« Pour les enfants qui ont subi des tortures et des abus lors de leur incarcération, la peur et l'anxiété les rendent hyper-vigilants. Ils regarderont toujours derrière eux, par la fenêtre et autour d'eux, craignant que les soldats ne reviennent pour les arrêter à nouveau. »

Ziad Abbas est un réfugié palestinien du camp de Dheisheh en Cisjordanie. Il est le cofondateur du Centre culturel Ibdaa dont il a été le directeur de 1994 à 2008. Ziad est aussi journaliste. Il a travaillé avec les médias palestiniens et internationaux et a participé à la réalisation de plusieurs films documentaires. Il possède un Masters en Arts et Justice sociale et en Relations interculturelles de la « School for International Training Graduate Institute ». Ziad est le directeur de programme pour les programmes interculturels à « The Middle East Children's Alliance » (Alliance pour les Enfants du Moyen-Orient) à Berkeley.

Nightmare in the Occupied Territories

Torturing and Jailing Palestinian Children
Traduction française : Caroline Finkelstein
30.10.13

<http://www.counterpunch.org/2013/10/22/torturing-and-jailing-palestinian-children/print>

Cesser le commerce avec les entreprises agricoles israéliennes

José Luis Moraguès

Coordinateur national CCIPPP et membre de la Campagne BDS France.

L'exemple français du boycott des produits israéliens au boycott des entreprises agricoles israéliennes

Mai 2009 : La Coalition contre Agrexco cible l'entreprise Agrexco

La force de la Coalition contre Agrexco a été d'avoir dès le début à la fois désigné une cible unique : « l'entreprise Agrexco » et un seul objectif : « Agrexco ni à Sète ni ailleurs ». Dans le bilan de cette bataille victorieuse nous avons surtout mis en évidence l'efficacité de la cible unique, c'est à dire l'aspect tactique du choix de cibler **une** entreprise. Mais nous n'avons pas assez souligné, comme facteur de succès, que le fait de cibler **l'entreprise** (au lieu des produits) avait une dimension stratégique qui a joué un rôle important dans la compréhension de la situation et dans la mobilisation contre Agrexco. Cibler l'entreprise a mis en évidence le rôle fondamental des entreprises agroalimentaires israéliennes dans le processus de colonisation et la destruction de l'agriculture palestinienne.

Après la liquidation d'Agrexco, cette même logique a guidé la coordination BDS européenne animée par le BNC dans le choix de la nouvelle cible européenne. La journée d'action BDS européenne du 26 novembre 2011 a engagé la bataille contre l'entreprise Mehadrin devenue N°1 de l'agroalimentaire israélien après la disparition d'Agrexco.

Avril 2012 : une décision exemplaire de la CO-OP Group (Royaume –Uni)

C'est au Royaume-Uni que cette campagne a obtenu en 2012 le succès le plus significatif. Les discussions et la pression exercée en interne et externe sur la CO-OP Group, cinquième distributeur du pays, ont conduit à une décision exemplaire. Le 27 avril 2012 la CO-OP Group déclare qu'elle : « *cessera de collaborer avec tout fournisseur de produits connu pour se fournir dans les colonies israéliennes* ». C'est clair et net ! Les quatre entreprises concernées sont : Agrexco, ARAVA Export Growers, Adafresh et Mehadrin. Mehadrin produit aussi des fruits et légumes en Israël, pourtant il tombe sous le coup du refus de la CO-OP Group, laquelle considère à juste titre que dès lors qu'une partie de l'entreprise produit ou commerce dans les colonies, l'entreprise est toute entière dans l'illégalité. On voit bien ici la justesse et la pertinence qu'il y a à cibler les entreprises et non les produits. Cibler les produits, permet à certains de distinguer les produits des colonies, qu'il faudrait boycotter, de ceux produits en Israël qu'il ne faut pas boycotter. Mais le lien entre les colonies et l'état d'Israël n'est-il pas structurel, matriciel ? Peut-on concevoir des colonies illégales sans lien avec l'état - colonial - qui les a générées ? Cela conduit à ignorer, voire à masquer, volontairement ou pas, que l'état d'Israël est à l'origine des colonies, qu'il est responsable de leur existence et coupable de leur illégalité.

Février 2013 : Appel à cesser tout commerce avec les entreprises agricoles israéliennes

La référence à l'Afrique du Sud (cf. les oranges Outspan) a induit en France l'idée que boycott signifiait « boycott des produits ». Par contre l'Appel palestinien du 9 février 2013 ⁽¹⁾ et la brochure « Farming injustice » publiés un peu plus d'un an après la victoire contre Agrexco apportent des réponses plus explicites sur le sujet. La brochure « Farming injustice » qui développe l'argumentaire de l'Appel montre comment l'agriculture de l'ensemble de la Cisjordanie et Gaza (sans oublier les pêcheurs) est victime du système colonial israélien. Les signataires appellent à « cesser tout commerce avec les Entreprises Agroalimentaires Israéliennes ». Les cibles sont nommées : sept entreprises agroalimentaires dont une cible prioritaire Mehadrin, suivie de Hadiklaim. L'objectif est également fixé : la fin de tout commerce complice avec ces entreprises qui contribuent à la destruction de l'agriculture palestinienne.

En ciblant les entreprises agricoles israéliennes l'appel de 2013 dans la suite de celui de 2005, réaffirme son alignement stratégique sur le droit international, notamment en matière des colonies. Il refuse de prendre pour base de discussion les accords UE-Israël qui sont le résultat du rapport de force issu d'un « processus de paix » au service de la domination et de l'apartheid israélien. Non seulement les accords UE-Israël n'appliquent pas le droit international mais le violent souvent. Les produits des colonies clairement identifiés entrent en Europe après le simple paiement d'une taxe, au lieu d'être bloqués aux frontières et confisqués comme le sont

1 Appel à cesser le commerce avec les entreprises agricoles israéliennes <http://www.mehadrindegage.org/content/appel-palestinien-du-9022013-les-organisations-paysannes-et-les-%C3%A9seaux-de-la-soci%C3%A9t%C3%A9-civile>

par exemple les contrefaçons. il s'agit là, tout simplement d'une violation du droit. « Farming injustice » nous rappelle que les colonies sont illégales, que leur construction et le déplacement de population constituent un crime de guerre donc que leurs productions sont illégales et a fortiori le commerce avec les entreprises qui produisent et/ou commercialisent ces produits. L'étiquetage ⁽²⁾ des produits des colonies et le choix laissé au consommateur d'acheter ou non ces produits dans les magasins européens constituent également une violation du droit. Comme l'écrivent les signataires de l'Appel de 2013 : « *Tout commerce avec des entreprises agissant ou impliquées dans des colonies illégales israéliennes soutient la pérennité des colonies. (...) Le maintien des échanges commerciaux avec les entreprises opérant dans les colonies illégales accorde de facto une reconnaissance et une légitimité politique aux colonies.* » (Farming injustice p.16). Même si c'est pour appeler à leur boycott ensuite, l'étiquetage des produits des colonies en ne s'opposant pas à leur entrée en UE, légalise de fait leur commerce. La seule réponse de droit est l'interdiction d'entrée de ces produits et le refus de commercer avec les entreprises israéliennes qui les cultivent et/ou les commercialisent.

Quelles pistes de travail pour la campagne de boycott des entreprises agricoles israéliennes ?

La demande palestinienne est explicite : prendre pour cible les entreprises agricoles prioritaires et comme objectif, la fin du commerce avec elles.

Nous avons vu les dérives possibles du boycott des seuls produits. Pour autant il ne s'agit

2 Voir l'excellent article « Etiquetage ou interdiction des produits des colonies ? » de Christophe Perrin : <http://www.mehadrindegage.org/content/etiquetage-ou-interdiction-des-produits-des-colonies-0>

pas d'opposer le boycott des produits au boycott des entreprises, ni de choisir l'un contre l'autre mais de redonner au boycott sa dimension stratégique en articulant le boycott des produits au boycott central des entreprises. Dans ce cas l'information destinée à sensibiliser le public devrait mettre en évidence et titrer sur les entreprises à boycotter. Ainsi BDS France qui a toujours résisté à la diffusion d'une liste de produits a réalisé un tract national titré « Quelles entreprises boycotter ? » en informant sur ces entreprises et bien sûr en mentionnant leurs produits. Jusqu'ici nous avons surtout demandé aux clients de ne pas acheter les produits en raison des violations israéliennes etc.. Aujourd'hui il convient d'illustrer ces violations par le rôle joué par ces entreprises et de nous poser la question : comment faire en sorte que les clients des magasins et/ou les citoyens qui boycottent les produits israéliens exigent des chaînes de distribution que celles-ci cessent le commerce avec Mehadrin, Hadiklaim etc. ?

Cibler les entreprises israéliennes exige que nous approfondissions notre expertise sur leur implantation, leur siège social et centres de conditionnements, leur fonctionnement, les lieux d'arrivée de leurs produits (ports, aéroports), leurs transporteurs, leurs circuits de distribution, etc.

Et que nous préparions des actions d'information et de boycott bien ciblées contre leur siège social, le lieu de débarquement de leurs

produits, leurs transporteurs etc. En France tout reste à inventer dans ce domaine.

Le 29 juin 2013 BDS France a mené une action d'information destinée à faire connaître la présence de l'entreprise israélienne Mehadrin dans la région et dénoncer son rôle colonial. Une manifestation de 500 personnes dans la ville d'Avignon a crié « Mehadrin dégage » et dénoncé le commerce avec cette entreprise. 350 personnes ont marché 14km jusqu'au siège de Mehadrin en France à Chateaufort. Là nous avons planté un village de tentes (comme le font les palestiniens) et écouté un message de Dawood Hammoudeh, directeur exécutif du syndicat des paysans palestiniens et coordinateur de la campagne contre le commerce avec les entreprises agricoles israéliennes. Nous devons maintenant construire des actions directes de boycott sans oublier les circuits Bio qui devraient être plus réceptifs à nos arguments.

La coordination BDS européenne animée par le BNC existe, elle a montré son efficacité à l'occasion d'Agrexco et depuis. Le succès exemplaire de la CO-OP Group montre qu'il est possible que des chaînes de distribution refusent le commerce avec des entreprises agricoles israéliennes. Si pays par pays, nous mettons les entreprises au centre de notre cible de boycott, il devrait être possible en combinant nos expériences, de construire de façon coordonnée au plan européen, une méthode d'intervention et des actions contre les entreprises ciblées et ainsi atteindre l'objectif demandé par les palestiniens.



Pétition anti drones israéliens

Le Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) prévoit l'achat de 6 drones israéliens pour un montant de 300-400 millions de francs. Le mouvement BDS (*)-Suisse a lancé une pétition contre cet achat.

Qu'est-ce qu'un drone?

Un drone est un aéronef commandé à distance. Les drones peuvent avoir d'innombrables applications civiles, mais dans le domaine militaire et policière dont il sera question ici ils servent principalement à la reconnaissance aérienne, à l'aide à la conduite de tir pour l'artillerie, à la direction des troupes au sol et aux bombardements ciblés. En Suisse les drones doivent servir surtout à la surveillance (notamment les frontières, mais aussi de certaines manifestations, par exemple).

Les drones sont de plus en plus utilisés pour la surveillance et dans les conflits, surtout depuis 2000, parce qu'ils permettent d'espionner, de cibler et de tuer à moindre frais, sans engager des militaires au sol ni des pilotes, avec des possibilités de récolter des renseignements plus rapidement et efficacement, et tout cela à un coût inférieur à celui des avions de combat traditionnels. On a beaucoup insisté sur leur "précision", mais ils ont tout de même permis d'assassiner de très nombreux civils.

Les drones inquiètent

Etant donné ces "avantages", de plus en plus de pays se dotent de drones de surveillance et de combat, et l'augmentation de l'utilisation de ces engins dans les conflits suscite de plus en plus d'inquiétudes.

Des réactions se sont multipliées contre les assassinats à l'aide de drones dans la "lutte contre le terrorisme" sous l'administration Obama (protestations de Code Pink aux US, du gouvernement pakistanais etc), l'obligeant à s'engager publiquement à mieux encadrer les frappes par drones.

En mai 2012 le rapporteur spécial de l'ONU Christof Heyns a demandé un moratoire sur les "robots létaux". En janvier 2013 Ben Emmerson, rapporteur spécial de l'ONU sur la protection des droits humains dans la lutte antiterroriste, a entamé une enquête portant sur des frappes de drones au Pakistan, au Yémen, en Somalie, en Afghanistan et dans les Territoires palestiniens pour déterminer s'ils avaient causé la mort de civils innocents. L'enquête a débouché sur un premier rapport qui devrait être présenté devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Il y a aussi des réflexions et les inquiétudes suscitées par une "robotisation" ou "dronisation" croissante des guerres (lire notamment "La théorie du drone" de Grégoire Chamayou, éd. La Fabrique, 2013).

Pourquoi la Suisse veut-elle acheter des drones israéliens?

Dans le domaine des drones, Israël est le seul concurrent sérieux des Etats-Unis. L'industrie israélienne du drone regroupe aujourd'hui notamment IAI [Israel Aeronautics Industry], Elbit Systems, des entreprises d'électronique telles que Tadiran Electronic Industries et la société Blue Bird. Elbit et IAI – les entreprises israéliennes avec lesquelles l'armée suisse est en pourparler – ont pu, grâce à leurs liens étroits avec l'armée israélienne, “tester” leurs appareils sur le terrain, notamment contre les Palestiniens et les Libanais. Elles ne vendent pas uniquement de la technologie, mais également un savoir faire.

Embargo militaire d'Israël

En 2005, des organisations de la société civile palestinienne ont lancé un appel au Boycott, aux Sanctions et aux Retraits des Investissements contre Israël jusqu'à ce que cet Etat applique le Droit International et les Principes Universels des Droits de l'Homme. Les trois demandes de l'appel sont : la fin de l'occupation et de la colonisation et le démantèlement du mur; des droits identiques pour les citoyens arabes palestiniens d'Israël; le droit du retour des réfugiés palestiniens comme stipulé dans la résolution 194 des Nations Unies. Cet appel est à l'origine du développement du mouvement BDS à échelle internationale.

En 2011, Comité National palestinien BDS (BNC) a lancé un appel pour un embargo militaire contre Israël, appel qui a été largement relayé par différentes associations à niveau international et local. La campagne de BDS-Suisse contre l'achat de drones israéliens s'inscrit ce contexte.

La campagne contre l'achat de drones israéliens par la Suisse

BDS-CH s'oppose à ce que l'argent du contribuable soit employé au renforcement de l'économie israélienne en général et celle

de l'armement en particulier. En tant que gardienne et signataire du Droit International Humanitaire, la Suisse n'a pas à conclure des accords commerciaux avec cet Etat, coupable de violations incessantes des droits humains, d'autant plus dans le domaine de l'armement.

BDS-CH entend interpeller le Conseil fédéral et le Parlement suisse par une **pétition** pour réclamer l'abandon du projet d'achat de drones israéliens. On peut trouver la pétition en ligne sur la plateforme change.org ou la télécharger sur le site www.bds-info.ch

() BDS : Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël jusqu'à la fin de l'apartheid et de l'occupation en Palestine*

Le Tribunal Russell demande à la Cour Pénale Internationale d'enquêter sur les crimes israéliens

Le 17 mars 2013, Tribunal Russell sur la Palestine a terminé à Bruxelles ses quatre années d'examen de la complicité des parties tierces dans les violations israéliennes du droit international.

Le Tribunal a conclu en s'engageant à donner son soutien à toute initiative venant de la société civile et des organisations internationales visant à traduire Israël en justice devant la Cour Pénale internationale. Le Tribunal demande à la CPI qu'elle reconnaisse sa juridiction sur la Palestine et demande aussi la convocation d'une séance spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de l'apartheid israélien. Les autres recommandations clés faites par le Tribunal incluent :

Que le Comité spécial des Nations Unies contre l'Apartheid soit reconstitué ;

Qu'on lance d'autres enquêtes criminelles sur les entreprises internationales qui sont complices des violations israéliennes telles que l'investigation policière sur Riwal, le fournisseur néerlandais de matériel de construction.

La mise sur pied d'un Comité international d'anciens prisonniers politiques afin de sensibiliser sur la question des prisonniers.

Encourager la société civile à utiliser les conclusions du Tribunal afin d'entreprendre des actions pour faire face à la complicité étatique, institutionnelle et des entreprises avec les crimes commis par Israël.

Pour une liste complète des recommandations,

voir :

<http://www.russelltribunalonpalestine.com/en/sessions/final-session/short-findings-of-the-final-session>

Roger Waters membre du groupe de musique Pink Floyd, qui a participé au Tribunal comme membre du jury a dit : « *Le Tribunal Russell est une lumière qui brille au bout du tunnel. Si vous pensez que le Tribunal se trompe dans ses déclarations, il faut que vous vous rendiez en Palestine, dans les camps de réfugiés, et que vous jugiez par vous-même. Sinon vous ne pourrez parler qu'en fonction de vos propres préjugés. Ayant vu l'horreur qu'est l'apartheid israélien, je parle sur base de mon expérience personnelle et je me sens bien placé pour témoigner* ».

Il a ajouté « *beaucoup d'artistes avec qui je suis en contact veulent s'exprimer sur ce sujet et aimeraient respecter l'appel palestinien pour un boycott culturel d'Israël mais ont très peur de le faire. Il faut qu'ils aient plus de courage. On a gagné le débat et maintenant en tant que société civile nous devons obliger les Etats, les institutions et les organisations internationales à agir* ».

Angela Davis, militante pour les droits civils, et membre du jury, a dit : « *Tout comme nous avons tiré notre inspiration de départ du philosophe anglais Bertrand Russell, nous suivons maintenant l'exemple de Stéphane Hessel, qui nous a quittés récemment, une personne qui combinait*

l'intégrité, la solidarité et le plaidoyer pour la cause. Nous sommes tous devenus des défenseurs des droits humains universels et des Palestiniens, depuis les bases populaires jusqu'aux plus hauts niveaux. »

Selon Pierre Galand, coordinateur général du Tribunal Russell sur la Palestine : « *Cette session de clôture ne marque pas la fin de nos activités mais plutôt un nouveau départ: à l'avenir le Tribunal veillera à ce que ses recommandations et ses conclusions soient respectées et intégrées dans le plaidoyer, la militance et les actions en justice pour la Palestine* ».

Lors de ses quatre années d'activité, le Tribunal a examiné la complicité de tiers dans les violations du droit international et des droits humains des Palestiniens. Ont été examinés : le rôle des Nations Unies, le pouvoir de veto américain, la complicité des entreprises ainsi que celle de l'Union européenne, le crime d'apartheid, lors de sessions tenues à New York, à Londres, à Barcelone et au Cap. Il y a un ensemble de preuves rassemblées durant quatre années d'enquête à travers des témoignages venant du monde entier, que ce soit d'avocats, d'ambassadeurs ou de fonctionnaires comme de défenseurs des droits humains, d'agriculteurs, d'ouvriers ou d'artistes. Parmi les témoins on peut mentionner l'Archevêque Desmond Tutu, le philosophe et historien de renommée internationale, Noam Chomsky,

le nommé pour le Prix Nobel et directeur du Comité israélien contre la démolition de maisons, Jeff Halper, le directeur du Centre palestinien pour les droits humains, Raji Sourani, et Cindy Corrie, mère de la militante américaine pour la paix Rachel Corrie qui fut tuée par un bulldozer de l'armée israélienne il y a 10 ans.

Le jury comprenait également le fondateur de l'American Indian Movement, Dennis Banks, l'ancien combattant dans la lutte contre l'apartheid et ancien ministre sud-africain, Ronald Kasrils, ainsi que Mairead Maguire, lauréate du prix Nobel pour la paix. L'avocat britannique, Conseil de la Reine et professeur, Michael Mansfield faisait partie du grand nombre d'experts juridiques qui ont travaillé pour le Tribunal. Il a dit « le Tribunal en tant que tel a peut-être pris fin, mais la coopération internationale au niveau légal et au niveau de la société civile va continuer. Stéphane Hessel, ancien président d'honneur du Tribunal aurait voulu que l'on continue jusqu'à ce que le peuple palestinien puisse obtenir l'autodétermination. Nous suivrons son exemple et nous préserverons son héritage en continuant notre travail en faveur de la justice pour les Palestiniens ».

*Extrait du texte de la session finale du Tribunal
Russel sur la Palestine*



Source d'image : <http://www.flickr.com/photos/russell-tribunal-on-palestine/8565226280/>

Ce qui est anti-israélien, c'est de laisser Israël dans l'impunité

Ce 17 Janvier 2013, Michel Warschawski nous demande de remercier tous les généreux donateurs et de faire savoir que «grâce à l'élan de solidarité internationale, l'AIC ouvre au début de la semaine prochaine son nouveau bureau de Jérusalem : bien situé, suffisamment grand pour nos besoins... et bien moins cher que le précédent»

Discours prononcé le 10.12.12 par Michel Warschawski lors de la remise du Prix 2012 des droits de l'homme de la République française au Centre d'Information Alternative

le 10/12/12

Madame la Garde des Sceaux, Mesdames et Messieurs les membres du Jury,

Permettez-moi, au nom de mes collègues et ami/es du Centre d'Information Alternative, Juifs et Arabes, Israéliens et Palestiniens, de vous remercier chaleureusement pour avoir bien voulu honorer notre action contre l'impunité.

Si c'est pour cette action spécifique que vous avez bien voulu nous donner ce prix, nous-même le recevons également comme un signe d'encouragement à notre engagement pour le vivre-ensemble et notre volonté de construire des ponts entre les peuples plutôt que des murs.

Nous en sommes d'autant plus honorés que c'est de vos mains, Madame la Garde des Sceaux, que nous recevons ce prix, vous qui, avec détermination, avez combattu pour que soient reconnus comme crimes contre l'humanité, donc imprescriptible, la traite négrière transatlantique et l'esclavage qui en a résulté, reconnaissance à travers cette loi qui porte votre nom et qui honore la France, que l'impunité peut durer pendant des siècles, mais qu'il ne faut jamais cesser de lutter contre elle.

Ne nous y trompons pas : le combat contre l'impunité (par rapport à l'esclavage, au génocide des Juifs d'Europe, à l'apartheid ou à l'occupation coloniale en Palestine) est UN et ne peut ni ne doit être hiérarchisé.

Ce combat s'appuie sur les leçons tirées du judéocide nazi par la communauté internationale tout entière. PLUS JAMAIS CA ! avait proclamé avec force la communauté des nations après la découverte des charniers de Treblinka et d'Auschwitz. Et pour que les enfants des rescapés des camps de la mort ne connaissent plus une barbarie de telle ampleur, cette communauté des Nations nous a armé du Droit International. À commencer par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. La présence parmi nous de Christiane et Stéphane Hessel est aussi une façon de marquer ce combat pour le Droit International. Ils sont des amis proches du

Centre d'Information Alternative, nos parrains, c'est-à-dire ceux dont la vie, l'action et les valeurs qu'ils défendent nous inspirent et nous guident dans notre combat. Stéphane Hessel nous a donné la DUDH, le devoir de la communauté internationale de juger les criminels de guerre et l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité. Le Traité de Rome et la constitution de la Cour Pénale Internationale ont parachevé cette œuvre pionnière.

Soixante-cinq ans plus tard ses enfants spirituels, que nous sommes, sont honorés par la République Française pour le combat que nous menons contre l'impunité des hommes politiques et des militaires israéliens soupçonnés d'avoir commis de tels crimes, à Gaza, à Jenine ou au Liban.

Madame la Garde des Sceaux, Mesdames et Messieurs membres du Jury,

Pourquoi l'impunité face à de tels crimes est-elle inacceptable ? Pourquoi en avons-nous fait un de nos combats prioritaires ? Pour trois raisons essentielles :

- D'abord pour une question d'hygiène internationale : un monde dans lequel les criminels de guerre peuvent vivre normalement et circuler librement serait un monde malade où n'existe aucune frontière entre le bien et le mal.

- Ensuite, parce que la pénalisation des crimes de l'occupation coloniale en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et au Liban, sont un moyen de faire justice, au moins un peu de justice, aux victimes palestiniennes et libanaises. Cette reconnaissance des crimes et leur pénalisation sont également la condition préalable à toute éventuelle réconciliation. L'ont compris nos camarades Sud-Africains quand ils ont mis en place le processus de Vérité et Réconciliation : vérité avant réconciliation, vérité pour qu'il puisse y avoir réconciliation.

- Mais il s'agit aussi, et c'est peut-être la raison la plus importante, d'un acte de libération pour mes propres concitoyen/nes. En effet, il en est des sociétés comme des individus : l'impunité est suicidaire. Rien ne semble pouvoir arrêter le criminel, qui ainsi court à sa propre perte. Qui aime bien, châtie bien, nous disait-on à l'école des Parents, et cette formule, certes un peu archaïque, est certainement valable aussi pour les Etats et les sociétés.

En dénonçant les crimes de l'occupation coloniale, en traitant les hommes politiques, les officiers et les soldats impliqués dans des crimes de guerre comme des criminels de guerre, et en leur refusant l'impunité, nous, en Israël comme à travers le monde, plaçons des barrières salutaires à l'hubris, cette folie de la puissance qui menace ceux qui croient, méchamment mais aussi bêtement, à l'usage illimité de la force.

C'est dans cet esprit, que le Centre d'Information Alternative s'est pleinement impliqué dans la campagne BDS – Boycott, Désinvestissement, Sanctions – lancée par la société civile palestinienne et reprise par des dizaines de milliers d'individus, d'organisations, de syndicats et de partis politiques à travers le monde. Sanctionner le colonialisme israélien c'est aussi aider faire comprendre à mes concitoyens que pour leur propre bien il faut y mettre fin.

J'aime mon pays, c'est là que vivent mes enfants et grandissent mes petits enfants qui, pour certains d'entre eux, se trouvent avec nous aujourd'hui. Et parce que je l'aime, je me bats pour que la communauté internationale nous aide à mettre fin à son état d'impunité. Car ce qui est profondément anti-israélien c'est de le pousser à la faute et à la fuite en avant, en laissant notre pays dans l'impunité...

Le 30 octobre 2013, un nouvel appel de l'AIC est lancé sur facebook

Voilà trente ans, que le Centre d'Information Alternative travaille à promouvoir la lutte conjointe israélo-palestinienne pour mettre fin à l'occupation israélienne et au colonialisme - pour longue une durée de vie dans l'égalité et la justice pour tous les peuples de la région.

L'AIC et son message sont restés pertinents grâce à des positions radicales dans les arènes locales, régionales et mondiales. L'AIC prouve que Palestiniens, Israéliens et internationaux peuvent en effet travailler ensemble pour faire une différence.

Aucune autre organisation ne fait ou n'a fait le travail de l'AIC. L'AIC est le changement que vous voulez voir dans le Moyen-Orient.

Mais nous avons besoin de votre soutien. Si vous pensez voir vos convictions portées dans les nôtres, faites un don aujourd'hui. Il nous est absolument nécessaire dans cette période de crise où ce sont toujours ceux qui luttent sur les frontières qui sont les premiers éliminés. Soutenez toutes nos résistances, elles sont les vôtres !



Enfants non protégés dans les collines d'Hébron, des volontaires de l'AIC les accompagnent à l'école

L'histoire occultée des Palestiniens (1947-1953)

Sandrine Mansour-Mérien, Éditions Privat (2013)

Ce livre aborde une approche différente et nouvelle de l'histoire des Palestiniens. Il replace la **“catastrophe”**, traduction française du terme arabe “Nakba” qui évoque le début de l'exode forcé des Palestiniens en mai 1948 dans une perspective historique s'appuyant sur des archives nouvellement ouvertes et de textes d'historiens, tant palestiniens qu'israéliens.

Lorsque l'Etat d'Israël est déclaré créé par les forces juives en Palestine, pour justifier aux yeux du monde le projet de construction d'un Etat sur les terres de remplacement d'un autre peuple, il fallait faire passer le message : “une terre sans peuple pour un peuple sans terre”. Depuis lors, les Palestiniens ont dû constamment se battre pour faire entendre leur propre histoire. Ce livre tente de réparer ces lacunes, à travers de nouvelles archives diplomatiques, retrouvées lors de conflits successifs et préservées dans des pays étrangers, et aussi grâce aux travaux des nouveaux historiens israéliens qui à partir des années 1980 ont pu revoir complètement la version propagandiste de l'Etat israélien. Le livre fait appel aussi à de nombreux historiens palestiniens qui ont été à la fois des témoins et des acteurs de la situation ainsi qu'à des sources orales palestiniennes, recensées entre autres par des travaux de séminaire à l'Université de Birzeit à Ramallah. Cette collecte de témoignages marque le début de la prise en considération de l'histoire personnelle des réfugiés pales-



tiniens, forcés de fuir leur demeure et leur pays.

Le chapitre “l'humanitaire, à défaut du politique” met en exergue les contradictions issues de la non-application des résolutions de l'ONU. Par là-même, les exilés deviennent des “absents”, cette invention de la notion d’absent” ayant permis la mainmise de l'Etat d'Israël sur la totalité des propriétés appartenant à des Palestiniens, qu'ils soient réfugiés ou non. De même, il relate les différentes tentatives des réfugiés auprès des autorités israéliennes pour retourner dans leur ville ou leur village, qui ont abouti à un refus catégorique de la part de l'Etat israélien.

Cet ouvrage extrêmement bien documenté nous fait réfléchir à la façon dont un peuple a été dépouillé totalement de son histoire et nous interpelle sur le drame de la Nakba, qui a marqué les Palestiniens pour plusieurs générations. Tout le système d'enfermement actuel à l'intérieur de routes interdites, de colonies et de postes militaires relève de cette expropriation : “ce n'est plus la Nakba, relève l'auteur mais une autre “catastrophe” qui n'a pas encore été nommée. “

Pierrette Iselin

Justice pour la Palestine ! Tribunal Russel sur la Palestine

Aux Editions de l'Herne

Justice pour la Palestine ! - Tribunal Russell sur la Palestine (*) est un recueil de textes de personnalités célèbres, « venues de tous bords et de tous pays et qui ont oeuvré dans le cadre du Tribunal Russell. Leur engagement est entier « pour venir à bout d'une injustice pour dénoncer l'impunité d'Israël qui constitue le réel obstacle à une solution pacifique, équitable et durable au conflit israélo-palestinien et demander la création sans délai d'un État Palestinien ».

On compte dix-huit contributeurs à cet ouvrage coordonné par Virginie Vanhaeverbeke et Frank Barat. L'éditrice est Laurence Tacon qui note : « "Indignez-vous !", s'écriait Stéphane Hessel, il y a quelques années, suscitant alors d'immenses mouvements de protestation civile, à travers un monde dominé par les intérêts mercantiles. Dissiper l'hypocrisie, dire la vérité, lutter contre l'injustice ont été les mots d'ordre d'une existence sans cesse placée sous le signe de l'insoumission. Ce livre est issu d'une conversation avec Christine et Stéphane Hessel en décembre dernier. Il exprimait alors, peu de temps avant d'entreprendre son dernier voyage, son plus cher désir : voir avant de mourir une solution pacifique au conflit israélo-palestinien. ».



Le livre noir de l'occupation israélienne, les soldats racontent

Ed. Autrement, octobre 2013

L'ouvrage rassemble quelque 700 témoignages de militaires israéliens qui servent ont servi dans les territoires palestiniens occupés et à Gaza. Des témoignages recueillis par l'ONG "**Breaking the Silence**", fondée par un juif orthodoxe de 30 ans, **Yehuda Shaul**, qui a servi dans l'armée israélienne aux heures les plus violentes de la 2e Intifada, autour de 2002. Selon lui, l'occupation israélienne des territoires palestiniens ne pouvait plus continuer.

Breaking the Silence est une organisation fondée en 2004 par d'anciens soldats ayant servi dans l'armée israélienne depuis la seconde Intifada, en 2000. Elle a pour objectif de révéler à l'opinion publique israélienne et internationale la réalité du quotidien dans les Territoires occupés et le lourd tribut payé par les populations palestiniennes mais aussi par les soldats qui ont chaque jour pour mission de les « contrôler ». **Breaking the Silence** a mené depuis une dizaine d'années un gigantesque travail d'enquête et de recueil de témoignages (qui ont servi à constituer ce livre). Elle organise également des conférences et des visites guidées en Cisjordanie afin de mettre en lumière les méthodes d'Israël dans les Territoires.

Propos de Yehuda Shaul :

“Ce n'est pas une guerre que nous menons, c'est une occupation. J'ai fait un entraînement de six mois comme un soldat d'infanterie et

trois mois comme sergent. Je suis entraîné à faire la guerre. Si la Syrie ou l'Égypte attaque Israël, je défendrai mon pays. Je suis prêt. Mais ce que j'ai fait pendant le reste de mon service militaire n'avait rien à voir avec mon entraînement. J'imposais notre loi aux Palestiniens. C'est très différent.

La génération de mes parents, ils ont des histoires à raconter : des batailles contre les Égyptiens, contre les Syriens... Moi, les histoires que je peux raconter, c'est très différent. Je suis entré de force dans des maisons et les enfants faisaient pipi dans leur pantalon de peur... Ce n'est pas la guerre. Ce n'est pas un dommage collatéral. C'est un sale travail, un travail immoral depuis le début. Et si vous lisez le livre que nous publions, vous verrez que l'histoire des soldats israéliens dans les Territoires occupés, les stratégies que nous utilisons, ce n'est pas seulement pour défendre Israël du terrorisme. Ce n'est qu'une petite partie de notre travail. L'essentiel, c'est de maintenir notre contrôle militaire absolu sur les Palestiniens. C'est maintenir un statu quo, ce qui ne signifie pas geler la situation, c'est une campagne continue. Le titre du livre en Hébreu, c'est « L'occupation des Territoires », parce que nous voulions dire que l'occupation ne s'est pas produite en juin 1967 quand Israël a conquis des Territoires. L'occupation israélienne est une campagne offensive et continue d'enracinement de son contrôle militaire. Avec chaque maison que vous construisez dans

les Territoires, ils sont réoccupés. Chaque fois que vous faites irruption dans une maison palestinienne en pleine nuit et provoquez un sentiment de persécution, les Territoires sont réoccupés. Chaque point de contrôle volant que vous installez pour perturber un village, c'est une nouvelle occupation. Je suis pas un pacifiste, mais une occupation militaire prolongée sur un autre peuple, je n'en veux pas. C'est la destruction de l'armée, la destruction de notre société et ça détruit la légitimité de l'État d'Israël."

Béatrice Leresche



Yehuda Shaul ou le soldat qui brisa le silence

C'est un grand gaillard, Yehuda Shaul, qui est venu parler de son association « Breaking the Silence » (Briser le Silence) à la Librairie l'Olivier à Genève, le 16 octobre, devant une salle pleine à craquer. Portant fièrement sa Kipa, il se dit juif orthodoxe né à Jérusalem il y a 30 ans et gradé de l'armée israélienne de 2001 à 2004. Il impressionne par son parler franc et clair, le verbe haut et sans aucune hésitation. Son regard ne flanche jamais à l'énumération des exactions de son armée envers la population palestinienne tellement il est convaincu que l'association, dont il est le co-fondateur, a une raison d'être essentielle pour l'avenir de son peuple et celui du peuple palestinien.

En 2004, à la fin du service militaire obligatoire, il est bouleversé par ce qu'il a vu et les ordres qu'il avait été obligé d'exécuter. Il décide alors, avec un groupe de soldats ayant servi dans les territoires palestiniens et ressentant les mêmes problèmes de conscience que lui, de recueillir des témoignages et de les publier, d'où « Le livre Noir de l'Occupation israélienne – Les soldats racontent ». L'objectif du livre et de « Breaking the Silence » n'est pas politique ; il est de provoquer une discussion au sein de la société israélienne et de l'alerter sur l'influence néfaste de l'occupation sur le pays. Les témoignages, accompagnés de photographies, ont pour but de dire la vérité et d'en informer la population israélienne. Certes, ils sont anonymes mais l'association les vérifie minutieusement

et les compare à d'autres sources afin de s'assurer de leur véracité.

Jeune, quand son temps de conscription arrive, Yehuda Shaul se réjouit de servir dans l'armée. Il est affecté dans les territoires palestiniens dont Ramallah, Hébron et Bethléem. A la fin de son service en 2004, il se rend compte de l'immoralité de cette occupation. Il ne peut accepter qu'un jeune Palestinien qui a le même âge que lui ne connaisse pas un seul jour de liberté. Il explique comment l'armée a conçu un système pour assurer un contrôle total sur les Palestiniens, ne leur laissant aucune liberté. Il prend pour exemple les arrestations simulées qui consistent à faire irruption en pleine nuit chez un habitant parfaitement innocent, tout chambouler chez lui, effrayer sa famille, souvent piller sa maison, le retenir quelques heures puis le relâcher sans explications. Ce genre d'incursion est extrêmement fréquent et a pour seul but de faire peur. Certains conscrits sont très choqués et ne comprennent rien à ces ordres complètement arbitraires, sans aucune logique, qui ne servent qu'à perpétuer la peur et tenir la population sous le joug de l'armée.

En se référant aux colonies, il a insisté sur la responsabilité du Gouvernement et du haut commandement de l'armée, plutôt que sur celle des colons. Les colonies font partie du système de contrôle instauré par l'armée. Elles sont protégées par les militaires et les colons peuvent faire pratiquement ce qu'ils

veulent pour rendre la vie des Palestiniens impossible.

A l'afflux des questions de l'auditoire, il a répondu avec beaucoup de patience à condition qu'elles demeurent dans le cadre des activités de son association. Il n'a jamais voulu s'exprimer en son nom propre. A la question d'une personne quant aux arrestations simulées qui pourraient aussi avoir pour intention de semer le doute sur la loyauté des occupants, il n'a pas désiré développer cet argument estimant qu'elle était hors des limites du mandat de l'association.

Un bon nombre de soldats se remettent mal de leur service dans les territoires occupés et pour certains « Breaking the Silence » est peut-être une façon de soulager leur conscience et de tenter de reprendre une vie aussi normale que possible.

Lui, Yehuda Shaul, a trouvé un sens à sa vie : dénoncer haut et fort les exactions de l'armée de son pays et l'immoralité de l'occupation. Etant donné la popularité de l'armée au sein de la population civile, il sait que le chemin sera rude mais il poursuivra sans cesse le but qu'il s'est fixé même si sa famille et la société israélienne lui tournent le dos. Avec de jeunes Israéliens comme lui, l'espoir renait ; la Palestine vivra.

Caroline Finkelstein, Tannay le 27.10.2013

Omar

de Hany Abu-Assad

Hany Abu-Assad est né à Nazareth en Palestine et a émigré aux Pays-Bas en 1980. Après des études de génie technique à Harlem, il travaille pendant plusieurs années comme technicien aéronautique aux Pays-Bas avant de se tourner vers la production. En 1994, il produit son premier film: “*Curfew*” du réalisateur Rashid Masharawi. En 1998, il dirige son premier film, “*Le quatorzième poussin*” (“Het 14de kippetje”), à partir d’un scénario de l’écrivain Arnon Grünberg.

En 2001, il se fait remarquer sur la scène internationale avec son premier long métrage “*Le Mariage de Rana, un jour ordinaire à Jérusalem*”, présenté à la Semaine de la Critique du festival de Cannes 2002.

Son film le plus controversé est “*Paradise Now*” (2005) qui a remporté le prix du Meilleur film étranger aux Golden Globe Awards et a été nommé aux Oscars dans la catégorie Meilleur film étranger.”Paradise Now” a fêté sa première mondiale au festival du film de Berlin où il a remporté le prix du meilleur film européen.

Omar est un mélange de genres, proche du polar, qui puise son intrigue dans le conflit israélo-palestinien

Une fierté pour le réalisateur, Omar est le premier film financé à 95% par des fonds palestiniens. Dans un contexte politique aussi fermé, une jeune industrie cinématographique palestinienne voit le jour. Les acteurs

et le staff technique sont presque exclusivement Palestiniens.

Le long-métrage est tourné en partie à Nazareth et à Jérusalem-est. Le scénario nous plonge au cœur de la société palestinienne des territoires occupés de Cisjordanie. La caméra pénètre les familles, échange au contact d’une jeunesse aux attentes inespérées et se perd dans les ruelles et sur les toits d’une ville dévastée. Le tout avec des images d’une grande beauté.

Synopsis: Omar vit en Cisjordanie. Habitué à déjouer les balles des soldats, il franchit quotidiennement le mur qui le sépare de Nadia, la fille de ses rêves, et de ses deux amis d’enfance, Tarek et Amjad.

Les trois garçons ont décidé de créer leur propre cellule de résistance et sont prêts à passer à l’action. Leur première opération tourne mal.

Capturé par l’armée israélienne, Omar est rapidement pris dans un jeu du chat et de la souris avec la police militaire. Relâché contre la promesse d’une trahison. L’intrigue se construit autour de la notion de trahison et de confiance. Au final, les manipulations sont là où on ne s’y attend pas, aussi dans son propre camp.



rue du Maupas 4, Passage St-Roch Lausanne
T 021 311 29 30

Jeudi 28.11.2013 20h



Gum Films, Luna Blue & the Factory présentent:

THE LAB

VISION DU REEL
IN COMPETITION
2013

DOCAVIV
IN COMPETITION
2013

UN FILM DE YOTAM FELDMAN

PRODUCTEURS: YOAV ROEH, AURIT ZAMIR



FILM EN HÉBREU, SOUS-TITRÉ EN ANGLAIS!

LA PROJECTION SERA SUIVIE PAR UNE DISCUSSION



COLLECTIF
URGENCE
PALESTINE
vaud

MARCHE DE NOEL



jeudi 12 et vendredi 13 décembre, 17h-22h
samedi 14 décembre, 10h-18h

33 associations
une buvette
avec restauration

pôle sud
jean-jacques mercier 3
lausanne, flon

fedevaco



CREDITS

Entre les Lignes est une publication du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Les membres du comité de rédaction d'*Entre les Lignes* sont des membres du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Toutes les personnes créditées ici effectuent leur travail de manière entièrement bénévole. Les articles publiés dans *Entre les Lignes* sont issus du travail de ces personnes, ainsi que de participations occasionnelles d'autres personnes.

Néanmoins, *Entre les Lignes* publie parfois des articles parus dans d'autres journaux ou sur la Toile et mentionne alors ses sources.

Comité de rédaction:

Pierrette Iselin,
Marie-Ange Christophel

Rédaction:

Pierrette Iselin,
Marie-Ange Christophel,
Béatrice Leresche, Pascaline Fahy,
Caroline Finkelstein

Design:

Dana Issa

Impression:

Atelier Papyrus, Lausanne
www.atelierpapyrus.ch